
LA NOUVELLE MIGRATION

La Suisse entre immigration des
cerveaux et crainte d'une perte
d'identité

RÉSUMÉ DU LIVRE ORIGINAL PUBLIÉ EN ALLEMAND

OCTOBRE 2008

La nouvelle migration

La Suisse entre immigration des cerveaux et crainte d'une perte d'identité

En Suisse, un changement de paradigme en matière de migration a subi deux modifications d'importance. D'abord la liberté de circulation des personnes entre la Suisse et l'Union européenne, et ensuite des lois sur l'asile et les étrangers plus strictes. Cela a conduit, ces dernières années, à des changements profonds dans la composition de l'immigration. Avenir Suisse, dans une publication, examine ces changements avec les effets politiques, sociaux et économiques qu'ils ont eus pour la Suisse.

La part des immigrés en Suisse, en s'élevant à 26%, est plus élevée que celle affichée par des pays d'immigration classique comme l'Australie ou la Nouvelle Zélande. Et si l'on prend les Etats-Unis, cette part est deux fois plus élevée dans notre pays. Enfin, si l'on considère les enfants de parents d'immigrés, on s'aperçoit qu'un tiers de la population helvétique provient de l'immigration. Les conséquences de cette situation nous concernent tous et il n'y a guère de sujet politique qui ait été autant discuté que celui de l'immigration. Cela rend d'autant plus curieux le fait du profond changement dans la composition de l'immigration depuis les accords avec l'UE et l'AELE - Ce qui était autrefois l'immigration de couches populaires s'est profondément transformé en un flux de classes moyennes et supérieures. Les nouveaux venus côtoient les indigènes de plus en plus comme des égaux. Avenir Suisse a chargé des scientifiques et des experts de renom d'examiner cette nouvelle tendance de manière aussi précise que possible. Un livre (1) a recueilli les analyses et les conclusions de cet examen. Il offre une grande variété de données, des analyses scientifiques, des interviews et des portraits. Pour la réalisation de cet ouvrage, nous avons pu également recourir aux services de l'artiste berlinois Henning Wagenbreth.

La nouvelle immigration se distingue de l'ancienne avant tout au niveau géographique, par le niveau de formation et les raisons qui poussent à la migration.

1. Tandis que dans les années 1990, 50% à 60% des immigrés provenaient de régions situées hors de l'Union européenne, c'est aujourd'hui 70% qui sont issus de cette Union. La plus grande partie d'entre eux s'est déplacée dans des régions de Suisse dont ils se sentaient proches culturellement et linguistiquement.

2. Parmi les immigrés qui vivent depuis plus de dix ans en Suisse, moins de 20% ont un diplôme témoignant de leurs capacités dans le secteur tertiaire, tandis que 58% possèdent un tel diplôme parmi les nouveaux venus – une proportion qui est le double de celle qu'on trouve parmi les Suisses. Un tel apport de capital humain n'est pas seulement extraordinaire du point de vue historique, mais aussi en comparaison internationale.
3. En 1998, seulement 20% des immigrés étaient des personnes actives. Aujourd'hui, ce pourcentage s'élève à 36%, soit presque le double. La nouvelle immigration se développe donc de plus en plus sur le marché du travail. En matière de permis de séjour, on assiste donc à un ajournement des demandes des travailleurs étrangers, des saisonniers et des réfugiés. Ils sont acceptés sur une base annuelle.

Une fois notée ces nouvelles tendances, on s'aperçoit que les immigrants récents ne forment pas un groupe homogène. Dans la table des matières de l'ouvrage résumé ici, on trouve au premier chapitre la description d'importants sous-groupes – des transfrontaliers en provenance de l'Union européenne jusqu'aux enfants d'un pays tiers en passant par ceux qui ont été transférés à l'intérieur d'une entreprise multinationale.

La cause de la nouvelle immigration est le changement de structure sur le marché du travail et les réformes politiques des flux migratoires.

Dans le premier chapitre, Werner Haug s'intéresse aux statistiques dont nous disposons dans ce domaine. Ce collaborateur de l'Office fédéral de la statistique analyse avec Daniel Müller-Jentsch d'Avenir Suisse, la nouvelle immigration par le biais de nombreux indicateurs. Cela leur a permis de souligner plusieurs ruptures de tendance. Déjà en 1997 nous assistons à une élévation du niveau de qualification, et voyons arriver des immigrés de niveau académique. Cela se produit clairement en étroite corrélation avec une augmentation de l'immigration en provenance du Nord et de l'Ouest de l'Europe. Cette évolution qui eut lieu, notons-le, avant l'introduction de la libre circulation des personnes, s'explique par des changements dans la structure du marché du travail en Suisse, à savoir des activités exigeant de hautes qualifications génératrices de valeur ajoutée. On ne s'étonne donc pas de voir que le nombre des immigrés en provenance d'Etats extérieurs à l'Union européenne décline clairement à partir de 2001. Les changements profonds dans la composition de l'immigration en Suisse s'expliquent aussi par une interaction entre de nouvelles demandes sur le marché du travail et des réformes dans la politique en matière de flux migratoires. Si l'on prend un autre indicateur – l'immigration nette d'actifs, on voit apparaître une nette augmentation au tournant du siècle. Ce

rupture de tendance s'explique par la libre circulation des personnes, par une croissance plus soutenue et donc par une demande plus forte sur le marché du travail.

Le temps est venu de débattre d'une nouvelle politique des migrations

Un chercheur spécialisé dans les flux migratoires, Gianni D'Amato, examine l'immigration dans notre pays d'un point de vue historique. Partant de 1848, il repère plusieurs phases dans notre politique d'immigration. Il montre clairement qu'une immigration de travailleurs hautement qualifiés s'est déjà produite à des époques antérieures. Il montre aussi qu'après l'isolement de la Suisse dû aux guerres mondiales, et après une politique envers l'étranger relativement restrictive dans les années d'après-guerre, les choses ont aujourd'hui changé. Nous sommes revenus à une politique d'immigration libérale sur le modèle de ce qui existait déjà avant 1914. Avec l'introduction de la libre circulation des personnes et les nouvelles lois sur l'asile et les étrangers, la Suisse a finalement fait ses devoirs dans le domaine de l'immigration. Malgré ce changement de paradigme, le débat public sur notre politique envers les étrangers est toujours dominé par des problèmes d'immigration dépassés, comme, par exemple, la criminalité des étrangers. Ces dernières années, les réformes de notre politique d'immigration ont conduit à de profondes transformations. Désormais, les exigences qui se manifestent dans la nouvelle immigration auront besoin, à l'avenir d'un débat nouveau et mieux orienté.

La nouvelle immigration est un moteur de croissance

Ce n'est certainement pas un hasard si notre pays connaît, depuis 2007, une croissance de 3,3 % et une augmentation de sa population de 1,1 %. Des records ! Tout d'abord, nous avons assisté à une réaction positive entre des changements de structure, l'immigration et la croissance. Cela est dû en grande partie à l'arrivée de managers, d'ingénieurs et d'experts étrangers. Entre 2001 et 2005, les trois quarts de la croissance de l'activité en Suisse furent produits par des étrangers. On notera encore que nous devons 27 % de toutes les heures travaillées en Suisse à des étrangers. Dans de nombreuses positions clé, ce chiffre est encore plus élevé. Le nombre de professeurs étrangers a doublé dans les vingt dernières années et se situe actuellement à 43 %. Suite à une étude récente, environ 60 % des cadres d'entreprises cotées sur le SMI sont des étrangers.

George Sheldon, professeur d'économie à l'Université de Bâle, a calculé le bilan « coût-revenu » de l'immigration. Il s'est basé sur la contribution des immigrés à la

croissance au niveau du rendement de la formation. Il conclut qu'entre 1995 et 2000, c'est presque la totalité de l'augmentation de la productivité du travail (0,5 %) année par année que nous devons à l'immigration. Cela correspond à une contribution de 2,4 milliards de francs au PIB. Or cela s'est produit alors que seulement 25.000 professionnels de niveau académique et travaillant à plein temps sont entrés dans notre pays. Plus récemment et à titre de comparaison, c'est environ le même nombre qu'on a vu entrer chaque année dans notre pays. Par conséquent, cette nouvelle immigration nous a fait faire des progrès dans l'augmentation de notre productivité. Et puis, ne l'oublions pas, un haut niveau de formation fait s'accélérer la croissance de l'économie de manière durable. Même si cet effet paraît modéré, il se reproduit toutefois chaque année. Si l'on prend en compte ce qui se passe au niveau international et une croissance moyenne de la Suisse de 1,5 % (1985-2005), on s'aperçoit que l'immigration de personnes actives ayant un niveau universitaire, bien que modeste entre 1995 et 2000, a contribué dans une proportion de 2,3 % à 5,2 % à l'augmentation de notre productivité entre 2001 et 2005. On pourrait émettre des réserves sur ces chiffres, mais ils sont d'autant plus solides que l'immigration d'universitaires a eu lieu avant tout dans des domaines qui ont un effet certain sur la productivité. C'est ce que montre le professeur Sheldon en comparant le profil d'universitaires qui sont venus chez nous à celui des étudiants indigènes. Il s'est aperçu qu'auparavant seulement 17 % des étudiants dans les départements de sciences naturelles sont suisses, tandis que cette proportion s'élève, pour ces mêmes départements, à 35 % entre 1995 et 2000 en raison de l'immigration d'universitaires étrangers. Sheldon approfondit encore son calcul « coût-revenu » dans le domaine de l'immigration, en particulier l'accroissement de revenus fiscaux. Se basant sur toute une série d'indicateurs et de réflexions théoriques, il conclut que le bilan économique de l'immigration s'est nettement amélioré.

Dans une interview que l'on trouvera dans le même chapitre, l'économiste et chercheur dans le domaine des migrations, Thomas Straubhaar explique pourquoi la Suisse a bien fait ses devoirs en matière de politique migratoire et donne les raisons pour lesquelles l'immigration doit être considérée comme un facteur stratégique en économie politique. Il explique en particulier pourquoi la Suisse, dans le domaine de la libre circulation des personnes, profite d'un effet Alinghi et pourquoi, sur le long terme, la libre circulation est paradoxalement la meilleure politique à opposer à la migration. Les contributions économiques de Sheldon et Straubhaar sont complétées par un bref examen de la pratique actuelle : dans une table ronde, trois managers des ressources humaines de grandes entreprises parlent du recrutement

et de l'intégration d'étrangers qualifiés. Leurs échanges confirment que la nouvelle immigration a une forte signification économique.

La nouvelle immigration produit des gagnants et seulement quelques perdants.

L'afflux de personnes hautement qualifiées présente pour la Suisse, d'une part un apport de cerveaux et, d'autre part, un bilan meilleur, en termes de coûts et d'avantages, que les vagues d'immigration passées. Malgré ces avantages, la nouvelle immigration n'en crée pas moins des craintes et du ressentiment. Cela tient essentiellement au fait que l'afflux de personnes qualifiées place pour la première fois la classe moyenne/supérieure suisse en situation de concurrence en matière de statut et d'ascension sociale. La peur de l'étranger a touché, pour ainsi dire, le cœur de la population suisse. Il s'agit donc de séparer les craintes fondées de celles qui ne le sont pas. C'est ce que fait le professeur bernois d'économie Reto Föllmi dans sa contribution à une partie consacrée à la manière dont la nouvelle immigration est devenue un facteur de division. Il décrit tout d'abord les divers mécanismes de transmission par lesquels le revenu et la fortune des Suisses sont influencés par l'immigration. On pense ici aux salaires, à la croissance de la fortune et aux prix de l'immobilier. Ensuite le professeur Föllmi analyse la manière dont se répartissent le revenu, les salaires et la fortune en Suisse. Il saisit cette occasion pour montrer, au moyen d'indicateurs macroéconomiques, que cette répartition, en dépit d'un afflux massif d'étrangers, est restée étonnamment constante dans les trente dernières années. La nouvelle immigration a même agi contre l'élargissement de l'éventail de revenus. Cela tient au fait que la croissance des salaires ralentit pour les travailleurs qualifiés et qu'elle est stimulée pour les travaux exigeant peu de qualification.

Selon d'autres indicateurs sur la distribution générale des revenus de l'économie, la Suisse fait également bonne figure : dans pratiquement toutes les sociétés industrielles, depuis les années 1980, l'augmentation de la part du capital au revenu de la population s'est faite aux dépens des revenus du travail. Mais en Suisse la part des salaires à ce revenu a, en revanche, augmenté de 65% dans les quinze dernières années. De larges couches de la population dans notre pays ont profité des progrès de productivité et de la croissance économique apportés par la nouvelle immigration. De plus, il n'y a pas que des données macroéconomiques qui donnent une bonne image de notre pays. Le professeur Föllmi nous rend attentif à des enquêtes qui montrent que la Suisse, en comparaison internationale, affiche une forte mobilité. Le fait que notre taux de chômage est plus bas qu'à l'étranger prouve que

l'immigration n'a pas pour effet de pousser de manière significative des travailleurs hors du marché de l'emploi. Quant aux mesures d'accompagnement sur la libre circulation des personnes, il n'y a pas été fait massivement recours, de sorte que les craintes concernant le dumping salarial et l'exclusion sociale envisagés comme conséquence de l'immigration, ne s'avèrent guère fondées aujourd'hui.

Le professeur Föllmi ne voit des exceptions que dans certains secteurs du marché autrefois isolés comme, par exemple, les médecins de campagne. Dans ces cas, une érosion des revenus en raison de la concurrence est inévitable. L'un des secteurs où il voit des signes annonçant des effets problématiques en matière de répartition est celui de l'immobilier. Récemment dans les régions de Genève ou de Zurich, on a observé d'évidentes augmentations des prix. Abstraction faite de ces quelques exceptions, l'analyse montre que la nouvelle immigration produit majoritairement des gagnants et que les craintes concernant la répartition des revenus et la mobilité sociale sont pour l'essentiel peu fondée.

L'immigration de classes supérieures produit des craintes et du ressentiment

La contribution du professeur Reto Föllmi est complétée par une analyse des médias faite par le professeur zurichois de sociologie Kurth Imhof. Ce dernier montre que la nouvelle immigration s'est manifestée, jusqu'à maintenant, d'une manière diffuse dans le débat public. La presse suisse allemande parle en effet d'un « débat allemand » (Deutschendebatte). Derrière la crainte des Suisses allemands que les médias ont exagérée, il y a, selon ce professeur, des craintes concernant le statut social et la possibilité d'une exclusion. Ces craintes proviennent d'une immigration en provenance de classes supérieures. Il faut rappeler que les étrangers, pendant des décennies, ont eu un statut inférieur. Dans la nouvelle immigration, c'est pratiquement le contraire avec des étrangers occupant soudainement des positions où ils peuvent exercer une réelle autorité (médecins, professeurs, managers). La classe moyenne/supérieure helvétique est donc confrontée à une concurrence nouvelle. Selon le professeur Imhof, il est dès lors nécessaire d'analyser avec lucidité le phénomène d'une nouvelle immigration. Du fait qu'à ce jour, cela ne s'est pas produit, des craintes latentes s'expriment d'une manière irrationnelle qui est parfois renforcée par les médias.

Par le biais de l'immigration des élites, la classe dirigeante suisse change

L'essentiel de cet ouvrage porte sur l'immigration d'individus hautement qualifiés. Plus précisément, un chapitre concerne l'immigration dans l'élite helvétique.

Contrairement à ce qui se passe en Allemagne, notre pays n'a connu aucun débat sur les élites, ce qui a eu pour effet d'occulter des questions fondamentales. Dans sa contribution qui porte sur les élites suisses, le politologue Dieter Freiburghaus décrit leur genèse et conclut qu'en regard d'autres pays européens, la Suisse a, d'un point de vue libéral, des élites modernes qui ne donnent pas dans le snobisme et qui, de surcroît, par leur enracinement et leurs orientations professionnelles, sont fondamentalement bien disposées envers les migrants et la manière dont ils accèdent à des postes importants. Ce même professeur insiste sur le fait qu'une élite ne joue pas seulement un rôle fonctionnel dans une société mais lui donne aussi une identité. Le lien entre ces deux aspects varie selon la position des individus et Dieter Freiburghaus développe un cadre conceptuel pour l'approfondir. En économie, les compétences sont déterminantes pour le rôle de leader de sorte que l'éloignement du chef, par exemple dans les étages supérieurs, est rarement un problème. En revanche, dans le monde politique, les aspects identitaires jouent un rôle décisif dans les positions où se prennent des décisions. Celle-ci permettent à l'identité suisse de se développer ou de se définir et ne peuvent donc être occupée que de manière restreinte par des étrangers. Ceux-ci ne possèdent pas les intangibles constitutifs de cette identité.

Les Considérations du professeur Freiburghaus sont complétées par un dialogue entre Rolf Soiron und Thomas Sevcik qui porte sur la transformation des élites suisses. Eux aussi des « Secundos » (immigrés de deuxième génération) portent un jugement positif sur la classe dirigeante helvétique. Et ils savent de quoi ils parlent, puisqu'ils occupent une position importante dans l'économie suisse. Les transformations que connaissent les élites suisses en raison des migrations et de la globalisation sont également discutées. Ce qui compte, dans ce domaine, est la différenciation à laquelle nous assistons entre l'économie, la politique et le militaire. Elle a pour conséquence la formation d'élites relativement autonomes dans ces trois domaines. Quelques points critiques sont abordés : la faible participation des femmes dans les milieux dirigeants ou encore la position de retrait des élites économiques en Suisse devant leurs responsabilités sociales et politiques.

Les communautés d'expatriés sont de nouvelles communautés parallèles

Dans le passé, les vagues d'immigration étaient corrélées à des problèmes comme la criminalité des étrangers, le chômage et le gaspillage social. Avec la nouvelle immigration, il s'est produit autre chose. Des enclaves sociales se sont constituées qui sont restées largement ignorées. Nous voulons parler des communautés

d'expatriés que l'on trouve également dans d'autres centres économiques nés de la mondialisation. La journaliste Ursula von Arx a fait des interviews d'immigrés hautement qualifiés dans le chapitre intitulé « Travail et modes de vie ». Elle a intégré les expériences de ces gens dans une étude portant sur le milieu de la communauté expatriée. Il apparaît que, pour la plupart des personnes hautement qualifiées, émigrer est devenu une étape essentielle dans un plan de carrière. Les communautés d'expatriés fonctionnent pour certains comme une gare de transit qui se trouve provisoirement être la Suisse, tandis que d'autres veulent s'intégrer dans leur nouvelle patrie. Cette analyse est complétée par l'interview d'une Américaine vivant à Zurich, Susan Kish, qui s'exprime en tant que personne jouissant d'une connaissance approfondie des structures et changements survenus dans la communauté des expatriés.

Le cocktail linguistique suisse est de nouveau agité

La Suisse a toujours présenté diverses facettes linguistiques avec la coexistence de plusieurs langues nationales et de dialectes. Lors des émigrations précédentes, nous avions affaire à des individus venant de zone linguistiques fort éloignées de la Suisse, de sorte qu'ils devaient apprendre la langue du pays hôte pour s'y intégrer. Mais avec la nouvelle migration, nous avons désormais affaire à un nouveau mixage du cocktail linguistique. Le spécialiste bâlois en linguistique Georges Lüdi nous donne une contribution dans laquelle il analyse la langue à la fois comme lieu de passage et comme une barrière dans le processus d'intégration. Il se réfère à toute une série de conflits linguistiques et de débats qui ont eu lieu dans le cadre de la nouvelle immigration. Par là, il met en lumière la fonction fondamentale de la langue à la fois dans la formation d'une identité et dans le processus d'intégration. Il montre en particulier comment, sous la pression d'une immigration, un système multilinguistique se différencie de plus en plus, et comment une partie grandissante de la population se constitue une identité faite de différents éléments sans que la langue n'y joue nécessairement un premier rôle. A travers l'immigration renforcée d'Allemands en Suisse, un groupe est apparu qui, au plan linguistique est bien entendu plus facile à intégrer. Toutefois, les différences entre le Hochdeutsch et le suisse allemand ont été davantage mises en lumière. En même temps, avec la nouvelle immigration, on a vu apparaître l'anglais comme une sorte de quatrième langue nationale qui joue pratiquement le rôle d'une « Lingua franca ». La contribution de Georges Lüdi est complétée par celle d'une écrivaine née en Hongrie et qui vit en Suisse. Elle nous fait part de son expérience concernant les rapports

entre langue parlée et langue écrite.

La Suisse est en chasse pour les meilleures têtes

Daniel Müller-Jentsch, lui, nous confie ses réflexions sur la place économique suisse. Sa thèse est la suivante : à l'avenir, la compétition ne portera pas tant sur le capital financier que sur le capital humain. Il s'appuie sur les thèses de Richard Floridas. Celui-ci s'est intéressé à l'émergence des « classes créatives ». Cette thèse soutient l'idée que la compétition entre pays et régions sera de plus en plus déterminée par des travailleurs hautement qualifiés qui, dans une économie du savoir, formeront environ 20% à 30% des actifs. De tels travailleurs peuvent souvent choisir librement leur place de travail. Leurs critères de choix pour un lieu de vie n'est pas seulement la carrière, mais aussi (peut-être même avant tout) le style de vie dans la région choisie. Dans la compétition entre région pour attirer du capital, des facteurs « durs » comme les impôts et les coûts continuent à rester déterminants, mais dans la compétition portant sur le capital humain, des facteurs considérés comme « mous » jouent un rôle également décisifs. Parmi ces derniers, on compte une bonne qualité de vie, une offre généreuse en temps libre et un écosystème créatif. Tout cela, on le trouve grâce à une forte densification d'institutions basées sur le savoir, la culture et un milieu social créatif.

En se basant sur les thèses de Florida, Müller-Jentsch discute les forces et les faiblesses de la Suisse. Cela l'amène à nous donner un classement des diverses places économiques. Dans l'augmentation de la compétitivité internationale. De plus, il apparaît que, dans de nombreux pays, le corps par branche des créatifs est trop peu nombreux pour des raisons de dimension démographique. Dès lors, une place économique n'a pas seulement besoin d'un bon rapport entre forces et faiblesses, mais aussi, idéalement, d'une activité de niche. C'est d'une telle activité que profite la Suisse grâce à ses dimensions modestes, son plurilinguisme et sa position au croisement de trois grands espaces linguistiques. Un deuxième avantage spécifique de notre place de travail est cette propriété particulière de la Suisse d'être à la fois une ville et un pays. Cela signifie que l'Helvétie est une mosaïque de centres urbains et de paysages attractifs. Ainsi offre-t-elle de la diversité dans la proximité sans les pertes de temps et d'énergie provoquées par la promiscuité qu'on trouve dans des villes comme Paris ou New York. Tradition et culture constituent d'autres caractéristiques de notre pays. On observa ici que les nomades de la globalisation sont précisément à la recherche de lieux plus authentiques que les autres.

Dans l'ensemble et en moyenne, la place économique suisse est très attractive. Mais il faut prendre garde au fait que cette attractivité a une face cachée. Elle pourrait en effet conduire à des effets de rareté comme, par exemple, un coût élevé de la vie, des problèmes de trafic et d'aménagement du territoire. Dès lors, le but à poursuivre ne devrait pas être une augmentation seule de l'immigration mais la maximisation de ses avantages, notamment dans le sens d'une élévation du niveau de vie des habitants.

Comment la nouvelle immigration change la Suisse

La conclusion de cet ouvrage présente un débat entre six personnalités. On relèvera les interventions suivantes : Björn Johansson constate que la Suisse a le taux le plus élevé d'étrangers parmi ses top managers et cette internationalisation s'est produite en quelques années. Pour Beat Kappeler les personnes hautement qualifiées sont comme les divers souffles de la globalisation et la coexistence de diverses communautés d'expatriés est devenue la norme dans la plupart des métropoles économiques. Pour le rédacteur en chef de la *Weltwoche*, Roger Köppel, il faut saluer l'arrivée d'une nouvelle immigration comme un heureux événement économique pour la Suisse ; toutefois, il plaide pour que les effets pervers de cette évolution ne fassent pas l'objet d'un tabou comme cela a été le cas par le passé. Quant à Medard Meier, ancien rédacteur en chef de *Bilanz*, il constate que les craintes de la classe moyenne relatives à la mobilité sociale ont augmenté et que dans certains domaines nous assistons à un phénomène d'exclusion par massification. C'est en tout cas ce que craint la population. A cela, Beat Kappeler objecte que la Suisse, notamment grâce à des investissements étrangers, a connu une énorme augmentation du taux d'activité de sa population dans les dernières années. Dès lors, l'augmentation des places de travail n'a pas conduit à davantage de concurrence, ce qu'on ne peut pas dire du secteur immobilier qui connaît une certaine pénurie dans les grandes villes. Roger Köppel exprime son souci de voir, lors d'un ralentissement économique, une augmentation du chômage. Cela constituerait alors le prix à payer : dans le cadre d'instruments fiscaux dépendant de l'immigration, nous pourrions nous retrouver face à de réels problèmes. Elisabeth Meyerhans Sarasin, secrétaire générale du Département fédéral des finances, renvoie aux expériences qui montrent qu'en cas de crise, les personnes hautement qualifiées sont les premières à retourner chez elles. Pour ce qui concerne des effets de pénurie suite à la migration d'environ 50.000 personnes par année, l'Ambassadeur suisse auprès des institutions européennes, Paul Widmer, ne se fait pas trop de souci, mais

suggère toutefois qu'il est nécessaire de canaliser la croissance en fonction de cet afflux d'étrangers. L'écrivain Hugo Loetscher voit de nouveaux défis à relever dans la nouvelle migration, ainsi que dans la globalisation, défis concernant notre identité suisse et auxquels, selon lui, nous devons répondre de manière positive pour lancer un débat entre intellectuels. La conclusion de cette table ronde a porté sur les effets de la nouvelle immigration sur notre système politique. La question a également été posée de savoir si le système suisse de milice pourrait continuer à être utilisé, précisément pour intégrer les nouveaux arrivants. De nombreux participants ont insisté sur les capacités d'intégration de la Suisse, sur le fait qu'elle est un « melting-pot ». Hugo Loetscher a inscrit la nouvelle immigration dans le contexte plus général de l'intégration européenne et propose de réfléchir au fait que, pour beaucoup de migrants hautement qualifiés, la nationalité joue un rôle mineur. Pour Roger Koppel, il faut s'engager pour que la Suisse conserve ses caractéristiques propres et en particulier une approche libérale de l'économie et de l'Etat. C'est de cette manière qu'elle restera attractive à l'avenir pour des personnes hautement qualifiées.

Portrait du nouvel immigrant

L'ouvrage d'Avenir Suisse ne traite pas seulement de la nouvelle immigration comme d'un phénomène abstrait mais prête attention aux êtres humains qui y participent. Un reportage en photos d'Andri Pol suit une douzaine d'immigrés hautement qualifiés dans leur quotidien familial et professionnel. Le journaliste Bruno Affentranger a interrogé six nouveaux immigrants pour qu'ils nous fassent part de leur expérience. En collaboration avec le photographe Gian Marco Castelberg, il en a fait le portrait. Parmi eux, on trouvera le PDG de Nestlé Peter Brabeck d'origine autrichienne, Bruno Bencivenga, fondateur italien de l'entreprise de mode Navyboot et le vice président de l'Ecole polytechnique de Zurich, à la fois chinois et américain, Peter Chen.

(1) Publication :

«Die Neue Zuwanderung – Die Schweiz zwischen Brain-Gain und Überfremdungsangst», Avenir Suisse, Daniel Müller-Jentsch (Ed.)

Verlag Neue Zürcher Zeitung, Octobre 2008, ISBN 978-3-03823-475-3, broch., 344 pages (plus 32 pages de statistiques), Prix: CHF 48.- / 32.-

Disponible en librairie dès le 2 octobre 2008.

Pour tout renseignement: Dr. Daniel Müller-Jentsch, Tel. 044 445 90 14,

E-Mail: daniel.mueller-jentsch@avenir-suisse.ch